



HAL
open science

Stratégies paysannes au Lango post-conflit: un projet d'irrigation Ougandais au prisme de l'action collective

Charlotte Torretti

► **To cite this version:**

Charlotte Torretti. Stratégies paysannes au Lango post-conflit: un projet d'irrigation Ougandais au prisme de l'action collective. 2015. halshs-01275438

HAL Id: halshs-01275438

<https://shs.hal.science/halshs-01275438v1>

Submitted on 22 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MAMBO!

IFRA WORKING PAPER
XIII (4), 2015

Stratégies paysannes au Lango post-conflit: un projet d'irrigation ougandais au prisme de l'action collective

Charlotte Torretti

Après l'Indépendance de 1962, l'Ouganda, pays d'Afrique des Grands Lacs, traverse une violente période chaotique jusque 1986 quand Yoweri Kaguta Museveni prend les rennes d'un pays ruiné, après une guérilla de brousse de près de cinq ans. Sous son *leadership*, l'État ougandais se lance dans un lent processus de reconstruction. Cependant, le Nord du pays fait alors progressivement face à l'insurrection de la *Lord Resistance Army (LRA)*. Ce mouvement rebelle initié en 1987 perpétue massacres et autres atrocités jusqu'au cessez-le-feu de 2006 ; deux millions de civils sont déplacés dans des camps gouvernementaux. Cette situation de conflit constitue la toile de fond de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet gouvernemental d'irrigation des marais d'Olweny, région Lango¹.

Concrétisé en 1999, ce projet marque une rupture dans l'utilisation de la terre et de l'eau. Il introduit un couple technologie-culture inédit, l'irrigation et le riz, formalisé par la création d'une coopérative. L'hypothèse formulée ici est que l'appropriation de la riziculture irriguée, pratique nécessitant des actions collectives, est fortement contrainte en situation post-conflit en

particulier du fait de l'affaiblissement du capital social de la société langi². Plusieurs auteurs parlent de génocide culturel³ pour qualifier la guerre contre la LRA, ce qui permet de supposer la déstructuration de ce capital social. Par ailleurs, les expériences d'aménagement des bas-fonds en Afrique montre que la réussite de tels projets dépendent tout autant de la technicité que du contexte agraire dans lequel ils s'insèrent⁴. Afin de déterminer quelle forme d'action collective peut donc émerger du projet d'Olweny, il s'agit de rendre compte de la trajectoire agraire langi puis d'utiliser l'outil cartographique pour analyser les stratégies paysannes à l'œuvre dans la gestion des ressources des marais aménagés.

Une société à un tournant agraire

Intensification des cultures

Distinctes des royaumes et chefferies bantoues du Sud, les régions du nord de l'Ouganda constituent l'aire culturelle nilotique du pays. Ces espaces sont peuplés de groupes à l'organisation clanique acéphale fortement mobile. À l'aube de la période coloniale, la société langi pratique un pastoralisme extensif et une

¹ Les terrains nécessaires à cette étude ont été réalisés en 2014 et 2015 avec les soutiens financiers du projet « De terres et d'eaux » (ANR-AGRO-12-0002) et de l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA-Nairobi). La cartographie est issue d'un travail de collecte de données réalisée en juin 2014 avec Lauriane Gay, doctorante en sciences politiques.

² Entendu comme les caractéristiques de l'organisation sociale telle que la confiance, les normes et les réseaux qui améliorent les actions collectives selon Robert Putnam.

³ Notamment Branch, Adam. « Neither Peace nor Justice: Violence and the Peasantry in Northern Uganda, 1986-1998 ». *African Studies Quarterly* 8(2005) ; Finnström, Sverker. *Living with Bad Surroundings: War, History and Everyday Moments in Northern Uganda*. Durham: Duke University Press Book, 2008 ; Soto, Carlos R. *Tall Grass: Stories of Suffering and Peace in Northern Uganda*. Kampala: Fountain Publishers, 2009.

⁴ Lavigne Delville, Philippe & Camphuis, Nicolas. *Aménager les bas-fonds dans les pays du Sabel : guide d'appui à la maîtrise d'ouvrage locale*. Paris: GRET, 1998.

forme d'agriculture itinérante sur abattis-brûlis de cultures céréalières annuelles⁵. Les premières politiques coloniales appliquées en région Lango introduisent la production cotonnière. En conséquence, le degré de mobilité se réduit, la monétarisation des échanges s'accroît et le coton devient l'une des premières sources de revenus. Dès les années 1950, les politiques coloniales entraînent une diversification des cultures qui, associée à la sédentarisation de la population, se développe autour de rotations et assolements judicieux – incluant association entre céréales et légumineuses⁶. Cependant, après l'Indépendance, les crises et guerres civiles successives placent les cultures vivrières au premier plan aux dépens des cultures commerciales. L'économie rurale marque alors un retour vers la subsistance. L'intensification des systèmes de production se stabilise vers la fin des années 1990 : la pratique de la mise en repos de la terre se marginalise et le calendrier agricole est progressivement saturé. Enfin, avec une densité de population croissante qui atteint aujourd'hui les 300 hab/km² en région Lango⁷, la pression foncière engendre une dynamique de mise en valeur de nouvelles terres telles que les marais⁸.

Effacement de l'élevage

Bien que dépendantes de l'agriculture, les sociétés nilotiques accordent une très grande importance au pastoralisme, symbole du statut social. La vie quotidienne gravite autour du bétail : nourriture, épargne contre les aléas, objet de raids, dot, etc. La faible densité de population en période précoloniale dans les vastes plateaux du nord et la haute mobilité de la société langi conduit à des pratiques extensives d'élevage dissociées des activités agricoles. Les marais du Lango constituent des pacages collectifs notamment en saison sèche. Cependant, la place du bétail change progressivement, résultat d'un développement des cultures et d'une politique coloniale de marchandisation des cheptels. L'attachement social pour l'élevage n'en diminue pas moins. Finalement, la guerre du bush des

années 1980 transforme irrévocablement le visage de la société langi, qui perd environ 80% de son cheptel lors de raids massifs sans précédent⁹. Cette amputation socio-économique engendre aussi une défiance face au nouveau gouvernement de Y.K. Museveni, jugé instigateur des raids afin de mater l'opposition. La terre, qui n'a jusque-là qu'une importance relative par rapport au bétail, devient brusquement la nouvelle ressource centrale d'une économie rurale qui s'oriente exclusivement vers les cultures. Le projet d'irrigation d'Olweny – fruit d'une politique alors répandue dans nombre d'États africains de marchandiser l'agriculture et d'intensifier sa productivité – s'insère dans cette dynamique de tournant agricole.

Changement institutionnel

À Olweny, l'individualisation de l'accès à un espace collectif auparavant essentiellement dédié au pacage des cheptels reflète une trajectoire foncière en pleine mutation depuis l'*Indirect rule* britannique. En effet, en période précoloniale, l'autorité clanique composée des « anciens » attribue les droits de culture sur des terres mises en valeur collectivement. Une tendance au resserrement de ces pratiques autour de la famille étendue se dessine à partir des années 1980, permettant au cadre familial de se substituer à l'autorité clanique « coutumière » et de conserver le contrôle de la terre à travers les générations¹⁰. Symboles de l'affaiblissement des autorités claniques, les conflits fonciers de voisinage apparaissent en région Lango dans les années 1980, exacerbés par l'amputation du bétail et par le retour de la population des camps¹¹. L'effondrement des autorités claniques favorise aussi l'accaparement d'espaces collectifs par des individus influents, dans un contexte où le gouvernement ne dispose pas d'une capacité d'action locale pouvant se substituer aux autorités « coutumières ». Ainsi, couplée à la forte pression foncière, cette dynamique de changement institutionnel augure déjà de rapports de force autour de l'accès au foncier à Olweny.

⁵ Tosh, John. « Lango Agriculture During the Early Colonial Period: Land and Labour in a Cash Crop Economy ». *The Journal of African History* XIX (1978): 415-439.

⁶ Ogwang, J. *Agriculture in Lango District, Uganda*. Kampala: Faculty of Agriculture, 1960.

⁷ Donnée du *Lira District Administration*, 2012.

⁸ Le terme de « marais » utilisé dans cet article est traduit de l'anglais *swamp*, vocabulaire utilisé localement pour désigner des zones humides inondées temporairement, caractérisées par une topographie de bas-fonds, et qui forment le réseau hydrographique du lac Kwania.

⁹ Cette estimation, issue d'un travail délicat de recoupage d'archives du *Uganda Bureau of Statistics*, doit être prise à titre indicatif.

¹⁰ Opyene, J.E. « Recent Trends in the Lango Land Tenure System ». *Working Paper*, 36 (1993).

¹¹ En effet, la situation humanitaire catastrophique des camps et l'extrême violence de la LRA ont mené aux décès massifs des populations les plus vulnérables, dont les « anciens ». Lors des conflits fonciers de voisinage, la disparition des « anciens » entraîne souvent l'impossibilité du recours aux autorités « coutumières ». Voir Rugadya, Margaret A. *Northern Uganda Land Study: Analysis of Post Conflict Land Policy and Land Administration. A Survey of IDP Return and Resettlement Issues and Lessons: Acholi and Lango Regions*. Kampala: World Bank, 2008.

Une action collective en peine

L'abandon rapide de l'irrigation

Les marais d'Olweny, gouttières d'écoulement visibles dans un paysage de plateaux faiblement ondulés, sont composés de deux marais aménagés en périmètres irrigués : Itek, 400 hectares, et Okile, 210 hectares, larges de quelques centaines de mètres et s'étirant sur une dizaine de kilomètres. La topographie – 0,4 % de pente en moyenne – y est parsemée d'irrégularités nombreuses à l'échelle parcellaire, ce qui ne favorise pas toujours l'écoulement des eaux de surface vers le lac Kwania, exutoire situé au sud d'Olweny. En saison sèche, d'octobre à mars, certaines zones des périmètres sont sujettes à une résurgence de la nappe phréatique, conservant ainsi un taux d'humidité important dans le sol. La saison des pluies connaît deux phases: une première saison de forte variabilité inter- et intra-annuelle entre avril et juin, puis une seconde en juillet et août plus importante – entre 250 et 300 millimètres mensuels depuis 2006¹² – entraînant une stagnation des eaux systématiques dans les périmètres. En effet, la conception technique des aménagements, marquée par un paradigme d'écologisation des politiques publiques dans les années 1990, ne permet pas la maîtrise de tels volumes hydriques¹³. Les infrastructures au fonctionnement gravitaire sont sous-dimensionnées et ne sont pas en dur. De plus, le déplacement des populations locales vers des camps lors du dernier conflit conduit à la reprise d'une brousse dense et à l'obstruction des canaux d'acheminement de l'eau par des limons et par une végétation sauvage. Au retour des camps – échelonné localement entre 2005 et 2008 –,

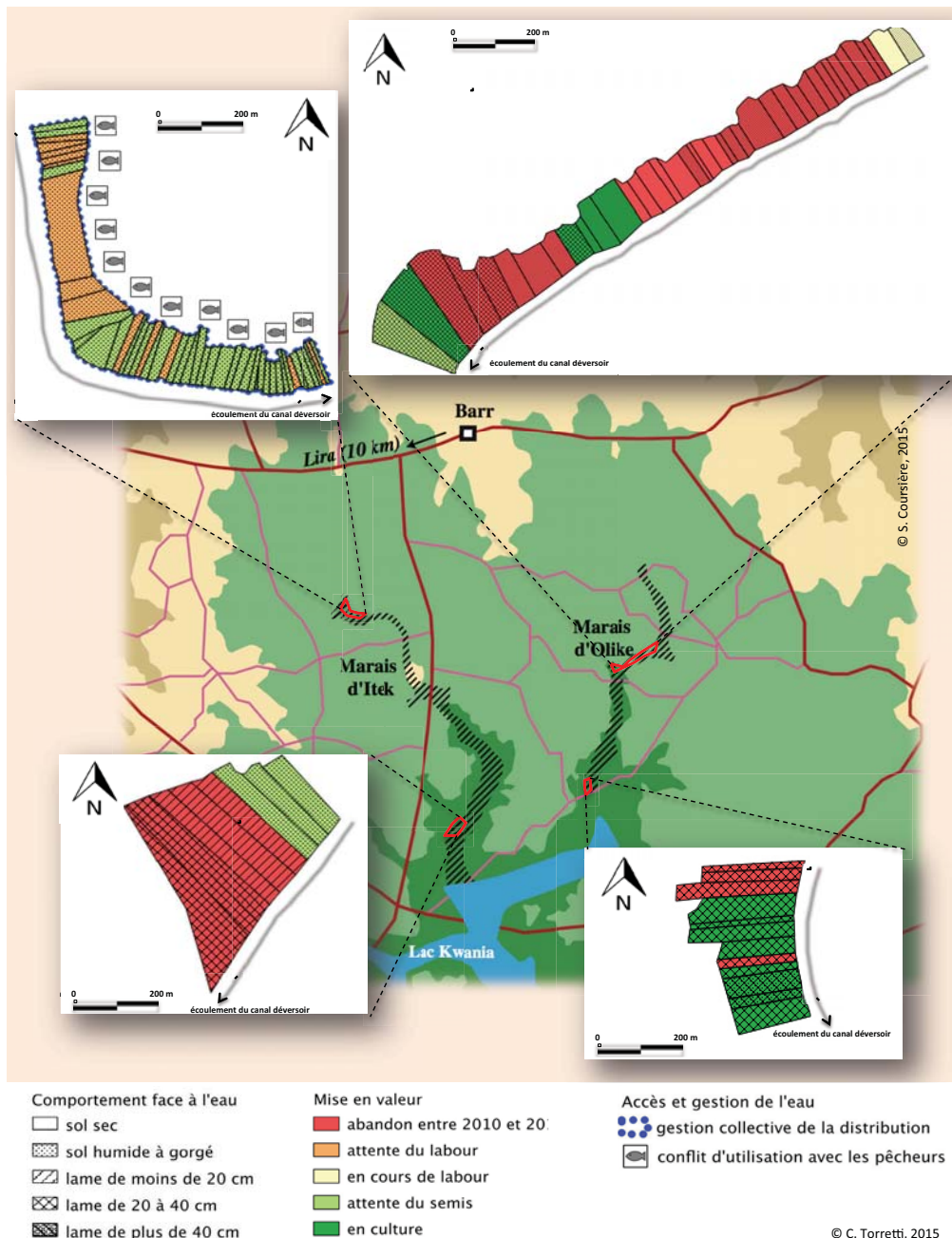
la population n'a pas bénéficié d'un réel encadrement du gouvernement pour s'approprier la technologie de l'irrigation. Face à l'état d'abandon des périmètres et de méfiance concernant l'attribution des parcelles réalisées en 1999-2000, aucune action collective n'émerge qui, seule, pourrait permettre leur remise en état. Pourtant, la tentative d'introduction du riz n'est pas un échec complet. Elle se traduit sous forme de cultures annuelles et pluviales dénotant de stratégies individuelles.

Gérer l'eau

Les stratégies employées par les riziculteurs d'Olweny pour la riziculture diffèrent du modèle conçu par le projet. En effet, à l'échelle parcellaire, les paysans emploient des pratiques extensives moins coûteuses en temps et en main d'œuvre que l'itinéraire technique intensif promu: semis à la volée, fertilisation et défrichage des parcelles par brûlis, labour souvent à la houe et récolte manuelle. L'eau n'est pas maîtrisée et les riziculteurs apprennent sous l'impulsion d'initiatives spontanées à adapter le cycle de croissance du riz selon la pluviométrie et la microtopographie de leur parcelle (carte 1). De même, les dernières années particulièrement pluvieuses ont incité les groupes les plus pauvres à l'abandon de la riziculture dans l'attente d'une réhabilitation des infrastructures promise par le gouvernement. Bien que ces stratégies individuelles montrent l'absence de coopération entre les riziculteurs, on constate néanmoins un degré de mimétisme à l'échelle de certaines parcelles voisines où une même stratégie est appliquée, notamment au nord d'Okile sur la carte 1.

¹²Données fournies par la station météorologique de Lira.

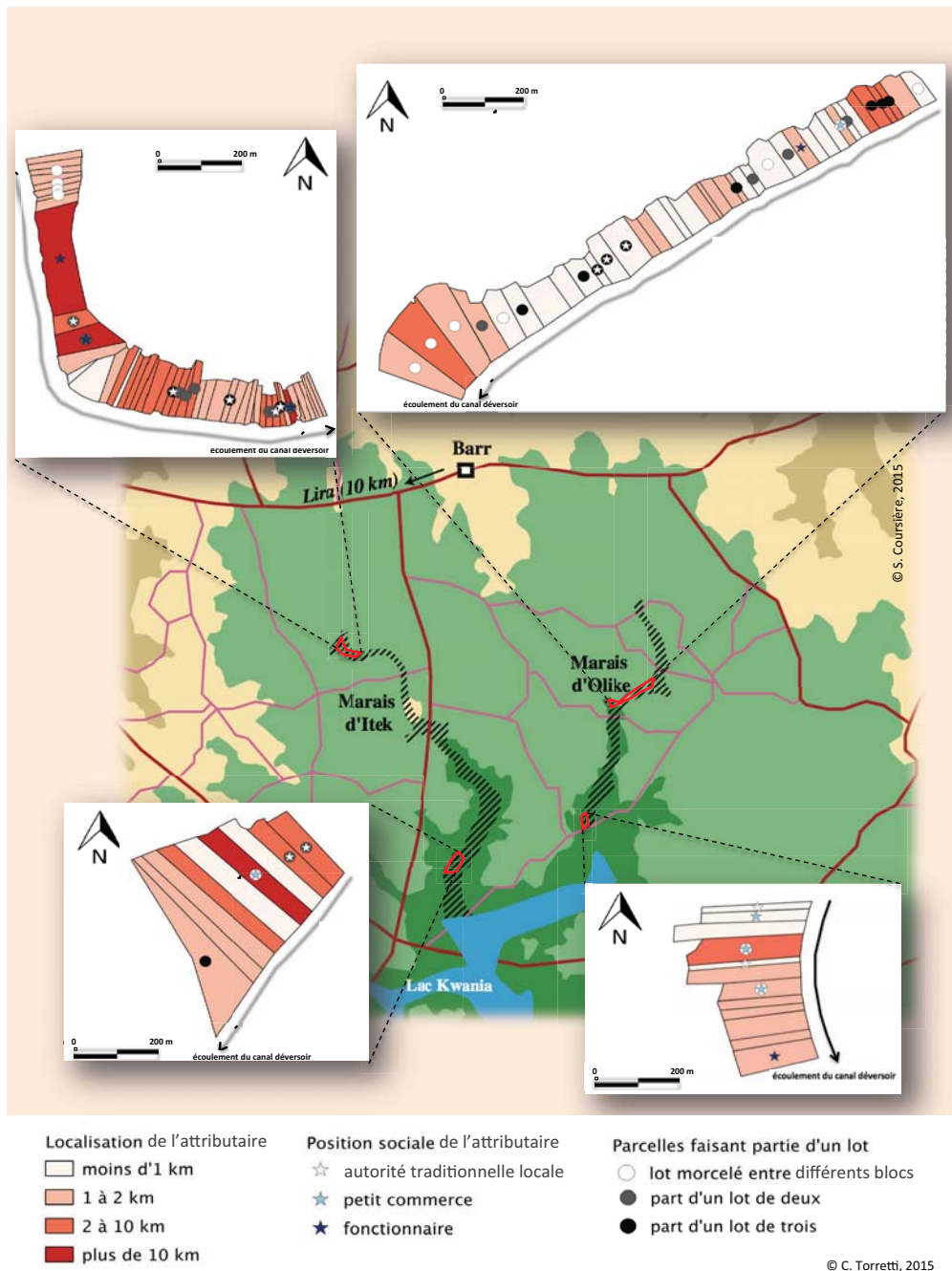
¹³Torretti, Charlotte, Gay, Lauriane, Calas, Bernard, 2015. « Riz, terre et eau du Lango : la lente émergence d'un territoire hydraulique ougandais ». *Hérodote* 156 (2015): 174-194.



Ces phénomènes démontrent à la fois une capacité d'apprentissage de la riziculture par mimétisme et une communication limitée de l'information dans les marais par l'éloignement physique des personnes. Il en résulte des différenciations spatiales et sociales dans l'accès et l'usage des ressources, mises en évidence par l'analyse des entretiens réalisés et illustrées par la corrélation des cartes 1 et 2. En effet, les parcelles dotées d'une topographie favorable à l'évacuation de l'eau sont préférées par les riziculteurs comme par exemple au nord d'Itek ou au sud d'Okile. Ceux qui s'engagent dans la mise en valeur de grandes parcelles ont la capacité de répondre à une concurrence du calendrier agricole des cultures vivrières de plateaux, à l'investissement important dans la préparation des parcelles et au risque de perte de récolte en cas de sécheresse ou d'inondation. Il s'agit pour la plupart de familles pouvant fournir une main d'œuvre nombreuse, de paysans ayant les moyens de recourir à la traction animale ou ayant des revenus provenant d'autres activités, et de notables locaux ayant joué de leur influence afin d'accéder à des parcelles (carte 2)¹⁴.

Enfin, les activités de commercialisation de la production sont réalisées individuellement. En effet, tout comme la maintenance, le partage et la distribution de l'eau, ces activités nécessitent une relation de confiance absente dans les marais depuis la fin de la guerre civile.

¹⁴ Les parcelles au nord d'Itek constituent l'exception. Sous l'influence d'un fort *leadership* dû à la proximité du centre administratif original du projet, à celle d'un camp de déplacés entre 2003 et 2006 et à la présence de notables influents, l'ouverture de la digue accolée à ce bloc est conditionne le calendrier agricole de l'ensemble de ces parcelles. Leur faible surface résulte d'une compétition importante pour la terre et permet un aplanissement à la houe des parcelles favorable à l'évacuation du trop-plein d'eau.



Gérer la terre

Avec les infrastructures des périmètres, le centre administratif du projet a été abandonné suite à la guerre civile. Ce centre est le siège de la coopérative d'Olweny, modèle d'organisation conçu par le projet qui a perdu autorité et légitimité lors du conflit contre la LRA, et suite à des opérations empreintes de corruption de son dirigeant. Pourtant, le système de gestion foncière aujourd'hui à l'œuvre à Olweny démontre un enchâssement subtil du modèle issu du projet et des caractéristiques propres au régime foncier coutumier présent dans les terres des plateaux environnants. Ce pluralisme juridique issu de l'appropriation et de la reformulation des termes du projet illustre l'importance de l'enjeu foncier à Olweny, et de l'ancrage progressif de la riziculture dans le quotidien des paysans. En effet, soutenue par le gouvernement, la coopérative réalise en 2000 l'attribution des parcelles. Environ 3 000 droits d'usufruit doivent être attribués aux paysans vivant à moins de deux kilomètres de la parcelle concernée, pour une surface limitée à 0,5 acre par foyer – soit 0,2 hectare. Hormis le bloc au nord d'Itek, les paysans se sont attribués des surfaces plus grandes en les mettant en culture¹⁵. Le droit d'usufruit acquis par la mise en valeur de la terre, caractéristique des régimes fonciers coutumiers jusqu'aux années 1980, est reconnu par ceux qui tentent par la suite d'accéder à une parcelle. Cette reconnaissance va même plus loin, acceptant la succession patrilinéaire de ce droit en marge des lignes directives du projet. Des conflits fonciers au cœur des périmètres d'Olweny sont aujourd'hui résolus par l'arbitrage inédit de paysans investis d'une fonction de leadership au sein du projet. Ce

pluralisme juridique est le résultat de la transformation d'un espace collectif en un espace de projet qui tend vers l'individualisation des droits fonciers. L'actuelle réhabilitation des infrastructures insufflé un nouvel élan à cette trajectoire au sein de la paysannerie d'Olweny, basée sur la considération de nouveaux dispositifs comme la location afin de réguler l'accès à la terre et sur une opposition ferme contre le gouvernement qui tente de borner les périmètres du projet afin d'émettre un titre de propriété au profit des agences décentralisées. Cette lutte de pouvoir n'est pas exclusivement centrée sur le contrôle de la ressource foncière mais de la population également. En effet, les promesses de développement économique aujourd'hui sont grandes et prononcées par le pouvoir politique en place qui, à dix-huit mois des élections présidentielles, tire bon compte de ce calendrier dans une région historiquement opposée à Y.K. Museveni.

Conclusion: « How can we be one ? »

Malgré de nouvelles dynamiques agraires de mise en valeur des marais et d'intensification des systèmes de production vers les cultures commerciales, la société agraire langi n'est pas une société hydraulique – ni une société au capital social fort, capital en reconstruction depuis le dernier conflit. Afin de générer une véritable action collective qui n'a su prendre racine jusqu'à présent, le processus de réhabilitation – qui doit durer jusqu'en 2017 – doit considérer l'eau comme la terre : une ressource qui nécessite l'élaboration de règles pour sa gestion et son partage équitable. La coopérative, dotée de nouveaux dirigeants, s'interroge actuellement sur la question du partage de la terre. Poser des limites clairement définies afin de déterminer qui peut avoir accès à une parcelle est un exercice délicat mais nécessaire au vu du faible nombre d'attributaires actuels – environ 500. De même, la formation à la technique de l'irrigation est l'étape-clé indispensable à l'élaboration de

règles pour la répartition de l'eau, ce d'autant plus face à l'ambition affichée d'augmenter le nombre de culture du riz à trois par an. Pourtant, aucun des acteurs en présence n'évoque aujourd'hui cet obstacle à franchir. De même, la très faible concertation des paysans et la circulation difficile de l'information risquent fort de ne pas permettre la mise en place de dispositifs de choix collectifs, mettant en péril l'engagement futur des riziculteurs à se conformer aux règles établies. Dans un contexte où le capital social est grandement affaibli, la tentation de resquiller n'en serait que plus forte. Ainsi, aujourd'hui, cette réhabilitation apparaît d'avantage comme une opération alimentant des rapports de force entre les riziculteurs, les différents ministères en charge de l'opération et entre riziculteurs et gouvernement. L'opportunité de corriger les vides du précédent projet dans une perspective de création de nouveaux savoir-faire et de nouvelles sources de revenus équitables est une volonté inscrite sur le papier qui peine à se matérialiser. Le projet d'Olweny est un cas d'étude des obstacles à la mise en place d'une action collective en situation de post-conflit où l'eau est la grande absente de l'organisation d'un système d'irrigation. Ce constat, paradoxal à première vue, s'explique par des enjeux stratégiques : contrôler la terre et contrôler la population, reléguant au second plan les objectifs du projet, à savoir organiser la mise en valeur équitable des ressources naturelles dans une région en reconstruction.

Charlotte Toretti est ingénieure en agro-développement international et actuellement doctorante en sciences géopolitiques à l'UMR 5115 « Les Afriques dans le Monde » (Sciences Po Bordeaux – CNRS).

¹⁵ Presque la moitié de la surface cartographiée est constituée au nord d'Itek de parcelles de 3 à 10 acres, au sud d'Itek de parcelles de plus de 50 acres, au nord d'Okile de parcelles de 15 à 50 acres et au sud d'Okile de parcelles de plus de 10 acres.